SPÉCIAL CONVENTION

Vendredi

Supplément "Poing et la Rose" au "Vendredi" n°79 du 16 novembre 1990

Cher camarade,

Tu trouveras dans cet envoi exceptionnel les éléments du débat en vue de notre convention nationale des 1er et 2 décembre 1990.

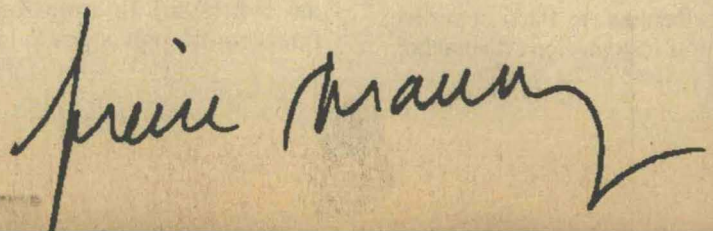
Cette convention est le premier rendez-vous de cette nature depuis le congrès de Rennes. Aussi ai-je tenu à ce que le rapport d'activité présenté par Marcel Debarge sur lequel nous aurons à donner quitus soit examiné en temps utile par les militants. Tu en trouveras ici les éléments essentiels.

Nous tenons d'abord une convention ordinaire, un débat de politique générale. Rarement l'actualité nous aura autant sollicités. Chacun mesure la gravité de la crise du golfe Persique trois mois et demi après l'invasion du Koweït par l'Irak. Grâce à l'action du président de la République, la position de la France est reconnue par nos principaux partenaires, et nous jouons ainsi un rôle essentiel. Les socialistes, dans ce débat qui met en jeu à la fois la fermeté et la volonté de paix, ont su marquer leur idéal et leur responsabilité.

Dans le pays, certaines impatiences grandissent. Une négociation est engagée avec les représentants des coordinations lycéennes après un mouvement dont nous ne devons pas sous-estimer l'importance pour l'avenir. Quand la jeunesse subit une crise morale d'une telle ampleur, c'est la société qui doit s'interroger sur elle-même.

D'importantes échéances nous sollicitent en Europe. Il convient de préparer les prochaines étapes de l'union économique et monétaire. Enfin, le gouvernement, en présentant une ambitieuse réforme de protection sociale, ouvre un débat qu'il nous appartient tous ensemble d'animer. Nous aurons à prendre en compte cette actualité, en précisant nos positions et en approfondissant nos textes de référence.

Mais cette convention est aussi une convention extraordinaire. Elle lance la procédure d'élaboration de notre "Projet". Michel Charzat détaille ici à ton intention cette procédure. Je souhaite qu'elle traduise la volonté des socialistes d'avancer dans l'unité, mais aussi dans l'audace et l'imagination. Tel est l'objet de notre instance des 1er et 2 décembre. Elle doit être l'occasion pour le Parti de se retrouver sur des enjeux essentiels pour le présent et l'avenir.



Ordre du jour

- Rapport d'activité par Marcel Debarge
- Intervention du premier secrétaire
- Débat de politique générale : interventions de Pierre Guidoni sur la situation internationale et de Gérard Fuchs sur l'Europe
- Présentation de la préparation du projet (méthode, questionnaire, clip) par Michel Charzat
- Mise en place de la commission des résolutions
- Mise en place de la commission du "Projet"
- Rapport des commissions

La convention nationale aura lieu au CNIT - Paris La Défense à partir de 10 h, le samedi 1er décembre

Collection Léandri

Marcel DEBARGE, secrétaire national à la Coordination, présentera et commentera le rapport d'activité de la direction nationale lors de la convention nationale des 1er et 2 décembre.

■ *PREMIER SECRETAIRE*

Après le Congrès de Rennes, un texte de synthèse générale a été adopté par l'ensemble des sensibilités. Il comportait un certain nombre d'orientations politiques qui ont inspiré nos débats et nos actions.

1. Tel a été le cas pour la négociation sur le budget 1991 et les mesures de justice fiscale, notamment la Contribution Sociale Généralisée. Le débat sur la CSG a notamment été évoqué dans le cadre des rencontres du Premier secrétaire avec les organisations syndicales. Pierre Mauroy a par ailleurs souhaité que le Parti socialiste lance une campagne d'information et d'explication sur la CSG. Répondant à la lettre du Secrétaire Général du parti communiste, le Premier secrétaire a souligné que l'objectif de cette réforme était de parvenir à un financement plus juste de la protection sociale. Il a également placé le PC devant ses responsabilités en cas d'alliance avec la droite pour le vote de la censure. Le Premier secrétaire sera enfin l'orateur du groupe socialiste le 19 novembre à l'Assemblée Nationale.

2. Tel a été le cas pour l'Europe. Un texte sur l'Union Economique et Monétaire, pris en compte par le Bureau Exécutif, est présenté au cours de cette Convention Nationale sur le Projet.

3. Tel a été le cas enfin de notre attitude face à cet événement majeur de la vie internationale que constitue la crise du Golfe. Le Premier secrétaire a entamé à la demande du Président de la République une série de contacts avec les pays du Maghreb et l'OLP afin que la position de la France soit aussi concertée que possible avec les pays arabes. C'est également Pierre Mauroy qui a présenté à l'Assemblée Nationale, le 27 août, la position des socialistes, soutenant le Président de la République dans sa volonté de donner toutes ses chances à la paix en favorisant le dialogue.

4. Le texte de synthèse prévoyait en outre un certain nombre d'échéances pour notre parti. Elles sont en train d'être mises en œuvre. Nous ferons des propositions pour le rassemblement à gauche autour du thème des Etats Généraux de la Gauche. Des discussions sont engagées avec les autres partis dans les conditions fixées par le Comité Directeur du 29 septembre sur les alliances. Des actions pour lutter contre le racisme et prendre en compte les problèmes quotidiens, notamment ceux des quartiers, ont également été engagées.

5. Depuis le Congrès de Rennes, le Parti socialiste s'est efforcé de cerner de près les questions d'actualité : ainsi, le Premier secrétaire a été amené à s'exprimer sur plusieurs sujets, notamment l'amnistie et la loi sur le financement des campagnes lors de la motion de censure de l'opposition, le 9 mai. A court terme nous nous sommes mobilisés sur les problèmes de société : villes, manifestations de lycéens, CSG. Mais nous avons aussi à élaborer un projet à moyen terme. La procédure du projet, confiée à Michel Charzat et dont la Convention Nationale examinera la méthodologie, est lancée.
D'autres actions importantes sont en cours : la création de la Fondation Jean-Jaurès, l'Association de Formation, la rénovation de notre modèle de fonctionnement

■ *COORDINATION*
Délégation générale à l'organisation

- Depuis le Congrès de Rennes, le secteur Organisation a assuré ses fonctions habituelles de gestion des services du Siège national.

Différents colloques et réunions ont été pris en charge en collaboration avec les Secrétariats concernés.
Plus particulièrement : l'Université d'été, le séminaire de la Direction à Joué-lès-Tours, la Conférence nationale jeunesse à Istres, le séminaire des Premiers fédéraux à Dourdan, la Convention nationale des 1er et 2 décembre à Paris La Défense.

La nouvelle carte d'adhérent 1991, avec timbre unique, a été lancée en fabrication, pour que les fédérations en disposent dès le 1er janvier 1991.

■ *TRÉSORERIE NATIONALE*

La trésorerie nationale a effectué un important travail d'analyse de la nouvelle loi sur le financement des partis politiques, en liaison avec les ministères concernés et la Commission nationale des comptes de campagnes.

Tirant la leçon du passé et soucieuse de s'inscrire dans le nouveau cadre légal, la trésorerie a mené à bien l'adaptation des structures de financement, ce qui impliquait la fermeture du groupe Urba.

Cette dernière n'a pu s'effectuer qu'au prix d'un effort financier très important et en licenciant 58 personnes, dont une vingtaine n'ont pu être reclassées. Nous poursuivons nos efforts dans ce domaine.

La trésorerie a assuré, dans un souci de transparence et de synthèse, la création de l'Association de financement, prévue par la loi.

Une information détaillée a été fournie aux responsables fédéraux tant sur le fonctionnement des associations départementales de financement que sur les nouvelles modalités légales de collectes de dons et de contrôle des dépenses des campagnes électorales.
Une réunion des trésoriers fédéraux a été organisée à cet effet, le 29 septembre, et la mise en place des nouvelles structures fédérales se déroule de manière tout à fait satisfaisante. Lors de cette réunion, a été également évoqué l'accroissement des moyens mis à la disposition des fédérations (refonte de la péréquation, système d'aide à l'investissement...). Un plan en ce sens sera présenté au bureau exécutif.
Enfin, dans un souci de transparence, le trésorier national a présenté les comptes du Parti, et notamment l'utilisation du financement public, devant le bureau exécutif.
Il a, à cette occasion, esquissé les enjeux de la nouvelle loi sur le financement des partis politiques quant à l'organisation et le fonctionnement du Parti.

■ *SECRETARIAT NATIONAL A LA FORMATION*

Dès son entrée en fonction, Gérard LINDEPERG, Secrétaire National, a élaboré en concertation avec Thierry MANDON, Secrétaire National Adjoint, les Délégués Nationaux un nouveau schéma de formation pour le Parti.

Trois axes de travail ont été développés : la réorganisation des stages d'été, le renforcement des publications et la constitution d'une association de formation commune au Parti et à la FNESR.

Pour l'été prochain, deux sessions seront proposées : une première en juillet, groupant quatre stages ; la deuxième la première semaine de septembre, groupant quatre autres stages et l'université d'été, à Ramatuelle (Var). Une de ces sessions s'adressera aux cadres fédéraux et portera sur des thèmes pratiques de la gestion d'une fédération ; l'autre sera tout public militant et portera sur l'actualité et des thèmes de politique générale.

Pour la première fois, il a été décidé l'organisation d'un stage d'hiver, qui aura lieu à Risoul (05) du 23 au 27 janvier à l'attention des nouveaux responsables fédéraux.

En outre, un cycle de stage sur la connaissance du socialisme européen est en préparation, un premier stage d'une semaine en Suède est programmé pour le mois d'avril et sera suivi d'un autre stage en Espagne.

Publications

Le Secrétariat National publie une série de dossiers d'actualité propres à nourrir les débats. Chaque numéro figure en annexe d'un "PS Info".
Le livret d'accueil du nouvel adhérent sera disponible dans les semaines qui viennent ; il sera complété par la brochure de base, destinée aux responsables locaux et fédéraux.

Une collection d'ouvrages "Des outils pour l'action" est en préparation ; chaque ouvrage portera sur des thèmes liés aux priorités politiques du Parti. Les premiers ouvrages sont les suivants : "Mieux connaître l'extrême droite" - "Combattre l'extrême droite" - "Animer une campagne" - "Réussir l'intégration".
Enfin, une collection de films vidéo est actuellement à l'étude.

"Entretiens du Jeudi"

La reprise des "Entretiens du Jeudi" est prévue pour le Jeudi 29 Novembre avec Lionel JOSPIN, à la Maison de la Chimie. Les entretiens seront proposés à un rythme mensuel, ceux de décembre porteront sur le projet avec Michel CHARZAT.

Centre de formation

La direction du Parti a décidé la création d'une structure de formation commune au Parti et à la FNESR : l'Association pour la Formation Démocratique et Civique. Cette décision importante engage le Parti dans une politique volontariste en matière de formation. Les priorités de cette association sont la formation de formateurs et la production d'outils pédagogiques.

■ *SECRETARIAT NATIONAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES*

La crise du golfe a naturellement mobilisé une grande partie des énergies du secrétariat international. Pierre Mauroy et Pierre Guidoni ont effectué dans les trois pays du Maghreb des visites, prévues de longue date, mais qui prenaient donc une signification particulière. Au Maroc, Pierre Mauroy s'est entretenu longuement avec nos camarades de l'USFP. En Tunisie, Pierre Mauroy a rencontré le président Ben Ali et les responsables du RCD et du MDS. A Alger, après avoir rencontré le président Chadli, il a eu des entretiens avec l'ensemble des forces politiques algériennes : FLN, FFS, RCD, PSD, PAGS. Seul, le FIS a refusé de s'entretenir avec les responsables socialistes français. Ces rencontres ont permis de réaffirmer la position française, telle qu'elle a été réaffirmée par le Président de la République devant l'assemblée générale des Nations Unies et la position du Parti qu'à exprimée Pierre Mauroy lors du débat à l'Assemblée Nationale.

En direction des pays de l'Est, des missions ont été effectuées en Hongrie, en Roumanie, en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, et bien entendu, en Union Soviétique (Russie, Pays baltes, Républiques caucasiennes).
Nous avons continué de renforcer nos relations avec les partis frères européens : PSOE, PSI, PCI, PS suisse, PS portugais, autrichien, finlandais, suédois, norvégien, irlandais et, bien entendu, avec les Allemands qui affrontent des élections difficiles et les Travaillistes britanniques, dont les chances d'arriver au pouvoir augmentent.

Une délégation a suivi la préparation des élections américaines qui ont été marquées par une victoire des Démocrates. Pierre Guidoni vient de se rendre au Québec.

L'Afrique est un continent qui bouge et toutes les dispositions ont été prises pour assurer le renforcement du secteur Afrique du Parti.
L'Amérique latine est un continent en crise où nous devons assurer une présence efficace à côté des forces socialistes. Cela a été l'objet de plusieurs missions en Argentine, en Uruguay, au Paraguay, au Brésil mais surtout au Chili, où tout doit être fait pour aider la nouvelle démocratie, et en Haïti, où les élections doivent avoir lieu en décembre prochain.
Depuis le mois de juin, chaque semaine, le secrétariat aux Relations internationales publie un bulletin pour informer les responsables de l'action et de la réflexion internationale du Parti.

■ *SECRETARIAT NATIONAL AUX ENTREPRISES ET PROBLEMES DE SOCIETE*

-Depuis le congrès de RENNES, notre Secrétariat National a entrepris un "Tour de France des régions" afin de préparer la Conférence Nationale Entreprises, émettre des propositions dans le cadre du projet du Parti en organisant 17 Rencontres Régionales sur le thème "Etre socialiste dans l'Entreprise aujourd'hui en France et en Europe".

Ces rencontres se termineront le 15 décembre et une brochure sera éditée permettant d'en recenser les débats et les propositions.

Parallèlement, le Secrétariat National aux Entreprises a engagé les premiers contacts avec les organisations syndicales (CFDT, FGAF, FO, etc.) ainsi que les différents ministères (Fonction publique - Travail - PTT - Industrie).

Nous avons également tenu une réunion avec le SPD sur l'unification allemande et les 35 heures.
Le Secrétariat National aux Entreprises a participé au colloque du 17 juin sur "Réussir la Nouvelle Etape Sociale", en animant le groupe de Travail Emploi.
Du point de vue interne, outre les multiples réunions des GSE Nationaux, le Secrétariat National aux Entreprises s'est exprimé sur le travail précaire, sur la réforme de la Sécurité Sociale (CSG), sur la réforme des PTE et sur la Fonction Publique.

En dehors de la Conférence Nationale Entreprises des 8, 9 et 10 février à ROANNE, groupant 600 militants, le Secrétariat National Entreprises prépare une Conférence Européenne des Travailleurs PTT début mars à Paris.

Enfin, le Secrétariat National aux Entreprises édite depuis le 15 octobre une lettre d'informations "Entreprises Info" et a édité deux "PS Info" Spécial Entreprises.

Les problèmes de société

Un groupe de travail, mis en place avec les correspondants fédéraux, s'est réuni afin de cerner l'ensemble des Problèmes et établir un plan d'action (Tabagisme, Alcolisme, Sida ont été abordés).
Dans le cadre de la préparation du projet socialiste, l'accent a été mis sur les problèmes de violence et la réponse du Parti Socialiste à ces questions (Violences familiales, sexuelles, racistes, routière etc...).
Un colloque sur les violences, dès le 1er trimestre 91, est prévu afin de traiter ces sujets.

■ *SECRETARIAT NATIONAL AUX FEDERATIONS & CONTENTIEUX*

D. Vaillant a réuni, à de nombreuses reprises, la "Collégialité" afin de veiller à la mise en place des directions fédérales, conformément à l'accord national.
Les 100 Premiers Secrétaires Fédéraux ont été désignés.
Il a convoqué une réunion des Premiers Secrétaires Fédéraux, en présence notamment du Premier Secrétaire, P. Mauroy, et a organisé, sous la responsabilité de Y. Bodin, des réunions hebdomadaires de travail, collégiales, conformément aux décisions prises par le Congrès, pour la rédaction du nouveau Règlement Intérieur du Parti qui a été présenté au Comité Directeur du 30 septembre 1990.
Le Secrétariat National aux Fédérations organise le séminaire des Premiers Secrétaires Fédéraux les 17 et 18 novembre à Dourdan, pour échanger les points de vue sur différents thèmes d'actualité : débat de politique générale, Projet pour la France de l'An 2000, préparation des élections cantonales et régionales, stratégie du Parti, perspectives nouvelles en termes d'organisation, loi de financement public des partis et des campagnes électorales.
A cette occasion, le secrétariat a conçu "l'annuaire des fédérations" : classeur réunissant des fiches fédérales détachables mentionnant pour chaque fédération le nombre d'adhérents, le nom et les coordonnées du Premier Fédéral, la composition de la CEF, les membres du CD (et des autres instances nationales) et la liste des parlementaires et conseillers généraux et régionaux. Ce document a été réalisé grâce à l'aide technique du Secrétariat National à la Communication.

Dans la préparation de la Convention Nationale des 1er et 2 décembre sur le Projet, il a préparé, notamment, en liaison avec le Secrétariat National au Projet, les lettres circulaires qui fixent les modalités et le cadre politique de cette Convention. Il intervient auprès des fédérations pour les aider à organiser dans cet esprit les Conventions Fédérales.
Le secrétariat, qui a fait publier dans "PS Info" une présentation de ses activités et de son organigramme, a en outre assumé ses tâches traditionnelles.

- 500 demandes d'adhésions enregistrées depuis le Congrès dans le cadre du B.N.A. Une "Brochure des Nouveaux Adhérents" sera diffusée prochainement aux fédérations et à tous ceux qui demandent à adhérer directement au National.
- Suivi, sous la responsabilité de J. Lambert, des questions liées à la péréquation.
- Organisation de nombreux déplacements d'orateurs pour animer des fêtes de la Rose, ainsi que pour soutenir nos candidats aux diverses élections partielles.

■ *SECRETARIAT NATIONAIL CHARGE DES RELATIONS EXTERIEURES*

Depuis sa nomination comme Secrétaire National aux Relations Extérieures, Claude Bartolone a rencontré l'ensemble des organisations syndicales, des partis politiques et des associations afin de poursuivre ou d'établir avec eux des contacts et des échanges réguliers.

Dans le cadre de notre politique "Réussir une Nouvelle Etape Sociale", le Secrétariat National aux Relations Extérieures a été chargé par la Direction du Parti d'organiser des rencontres officielles avec les syndicats : FEN, FO, CFDT, CGC, CFTC, CGT.

Ces rencontres ont permis de procéder à un large tour d'horizon sur la situation économique et sociale, sur les relations internationales et de définir des modalités de fonctionnement entre le Parti et chaque organisation.

En outre, le Secrétariat a mis en place un Groupe d'Experts du monde associatif ainsi que la Commission Nationale à la Vie Associative. Leurs travaux seront essentiellement axés sur la consultation, dans le cadre de la préparation du Projet. Enfin, le secteur a ébauché les premiers contacts pour la mise en place des Etats Généraux de la Gauche.

■ *SECRETARIAT NATIONAL CHARGE DES ELECTIONS*

Conformément à la décision du Bureau Exécutif du Parti, une commission (Gouvernement - Groupes Parlementaires - Parti) animée par J.-C. PETITDEMANGE, Secrétaire National chargé des élections, s'est réunie en juin en présence de Pierre MAUROY, Premier Secrétaire, pour examiner les propositions de réformes des modes de scrutin et de calendrier électoral.

Suite à ces travaux et aux décisions du Bureau Exécutif, le Gouvernement a présenté au Parlement le projet de loi visant à grouper progressivement élections cantonales et régionales, avec report des cantonales de 1991 à 1992.

La réflexion sur ces réformes (modes de scrutin...) nécessitera une étroite concertation avec le Ministère de l'Intérieur.

Toujours dans la perspective des prochaines échéances électorales, régionales et législatives, J.C. PETITDEMANGE a présenté au Comité directeur de septembre dernier un rapport introductif au débat sur la stratégie et les alliances.

A ROMANS (Drôme), Henri BERTHOLLET (PS) a été élu maire par le conseil municipal tandis que Gérard CHAUMONTET (PS) devenait conseiller général de ROMANS-II, à l'occasion d'une élection cantonale partielle en juillet.

A LIMOGES (Haute-Vienne), le nouveau maire est Alain RODET, député PS.
Une élection sénatoriale partielle a eu lieu le 30 septembre : Jean-Pierre DEMERLIAT, 1er Secrétaire fédéral, a été élu.

Elections partielles

a) 25 élections municipales
Au-delà du cas de VIERZON, perdu par le PC au profit d'une alliance ex.PS/Droite, la règle a été celle d'une grande stabilité : la gauche a conservé la direction de 15 villes où elle était sortante, la droite gardant 8 communes. Exception notable, la victoire de la liste PS à ST. BERTHEVIN (Mayenne) détenue depuis 25 ans par la droite.

b) 16 élections cantonales
Là encore, le maintien du statu quo est le trait dominant : le PS conserve 6 cantons, la droite 8. Et si, après avoir perdu la mairie au début de l'année 1990, le PS perd également le canton d'OULLINS(Rhône), cela est compensé par la conquête sur la droite du siège de conseiller général de VILLENEUVE-LES-AVIGNON (Gard).

c) Outre-mer, le fait notable est l'élection régionale en Martinique. Le recul de la liste de gauche (Parti Progressiste Martiniquais, PS, PCM) conduite par le Président du conseil Régional Camille DARSIERES (PPM), profite surtout aux indépendantistes et le nombre de conseillers régionaux PS passe de 5 à 3.

■ *SECRETARIAT NATIONAL AUX DROITS DE LA FEMME*

Depuis le congrès de Rennes, le Secrétariat National aux Droits de la Femme a poursuivi son action dans plusieurs directions.
- Mise en place des responsables Fédérales aux Droits de la Femme dans les différentes Fédérations.
- Nomination des Déléguées Nationales auprès de la Secrétaire Nationale
- Formation du Collectif avec des représentantes nommées à la proportionnelle des différents courants.

- 25 avril : Yvette ROUDY a représenté le Parti Socialiste à la Manifestation devant l'Ambassade d'Algérie, en solidarité avec les femmes algériennes.
- 18 au 20 mai : Yvette ROUDY s'est rendue au Caire pour l'Internationale Socialiste Femmes.
- 3 au 6 juin : Yvette ROUDY s'est rendue à Montréal pour le Premier Sommet Mondial "Femmes et multidimensionnalité du pouvoir".
- 19 juin : première réunion de travail du Collectif National aux Droits de la Femme.
- Mise en place de la Commission Nationale de Promotion des Femmes. Préparation de l'Université d'été.
- 2 Juillet : journée de travail de la Commission Nationale. Formation de trois groupes de travail : égalité professionnelle, Intégrismes-Intégration, Prostitution.
- 13 août : Marie-Claude NECTOUX, Présidente de la Commission Nationale aux Droits de la Femme a animé un débat "Femmes et politique" en Guadeloupe.
- 3, 4 et 5 septembre : Université d'été des Femmes Socialistes, sur les thème : égalité professionnelle, Décentralisation, Femmes et démocratie.
- 5 et 6 octobre : Yvette ROUDY s'est rendue à la réunion du bureau de l'Internationale Socialiste Femmes à New York.
- 20 novembre : réunion du groupe de travail sur la campagne égalité professionnelle, animée par Louise BROCAS.
- 21 novembre : réunion du groupe de travail "immigration" animé par Marcelle REMERAND.
- 8 et 9 décembre : le Secrétariat réuni la Commission Nationale .

■ *SECRETARIAT NATIONAL A L'INFORMATION ET COMMUNICATION*

Au lendemain du congrès de Rennes, le Secrétariat National à l'Information et le Secrétariat National à la Communication ont été regroupés en une seule et même unité.
Trois objectifs généraux ont été assignés à la communication du Parti :
- valoriser la politique mise en œuvre par le gouvernement ;
- agir sur la dynamique de l'opinion ;
- remplir une fonction pédagogique.

1/ Cinq campagnes

- Campagne contre le racisme :"Le racisme sera-t-il le mur des Français ?"- Campagne contre le Front National : "Contre Le Pen, avec les Socialistes" - Campagne sur la réforme de la taxe d'habitation.
- Campagne nationale sur la loi d'orientation du Ministère de l'Education Nationale.
- Campagne nationale sur la CSG : "83 % des salariés paieront moins".

2/ Vendredi

- Depuis mars , le journal a été tiré en moyenne à 250 000 exemplaires.
- Un effort important est en cours de réalisation concernant le fichier des sympathisants et l'appel à l'abonnement.
- En outre, un plan de développement acté par le Bureau Exécutif est en cours d'étude. Il consiste en une augmentation de la pagination du journal.

3/ Autres travaux

Le Secrétariat National à l'Information et à la Communication :
- A entamé une réflexion en vue de proposer aux instances du Parti, un plan de communication remanié et un repositionnement des différents supports utilisés par le Parti ;
- S'est doté d'un poste de PAO (Publication Assistée par Ordinateur) ;
- A assuré la conception et l'édition des statuts du Parti ainsi que d'un annuaire des fédérations.

■ *SECRETARIAT NATIONAL AUX AFFAIRES SOCIALES ET A L'INSERTION*

Depuis le Congrès de Rennes, la CSG est au centre de l'activité du Secrétariat National aux Affaires Sociales. Cela s'est concrétisé par :
- Des actions de communication dont un tract national et un 4 pages d'argumentaire publié dans "Vendredi", articles dans "PS INFO" ...
Participation à "Expression directe" sur FR3, débats sur la 5, Minitel 36.14 PS....
- des actions d'explication :
Le Secrétariat national a animé des réunions dans 11 Fédérations
- des actions de dialogue avec les associations et syndicats : UFR, FNATH, CFDT, retraités...).

En outre, Jean-Claude BOULARD et Jacques SALVATOR continuent leur dialogue avec les Associations de retraités sur le problème du financement de la dépendance. Associations qui ont participées à une réunion à l'occasion de la semaine des personnes âgées.
Jacques SALVATOR a réuni plusieurs fois la Commission nationale technique insertion et action sociale dans le cadre de la préparation d'un colloque sur le RMI qui aura lieu le 8 décembre 1990 à Poitiers en présence de Pierre MAUROY et de Claude EVIN.

Claude PIGEMENT vient de mettre en place une Commission chargée de rédiger un rapport sur la maîtrise des dépenses de santé. En outre, il est intervenu dans plusieurs Fédérations sur la réforme hospitalière.
Dans le cadre de ses nouvelles fonctions de Délégué national aux personnes handicapées, Vincent ASSANTE a, en quelques mois, rencontré la plupart

des associations nationales (FNATH, APF, Polios, logement des grands infirmes...) relatives aux problèmes du handicap et a visité des centres pour handicapés dans les Côtes-d'Armor et dans le Sud de la France.

Enfin, le Secrétariat national aux Affaires Sociales a été reçu pour des réunions de travail par les membres du Gouvernement : Claude EVIN, Bruno DURIEUX et Hélène DORLHAC.

■ *SECRETARIAT NATIONAL A L'URBANISME, ECOLOGIE ET AUX COLLECTIVITES LOCALES*

Les Commissions plénières des trois secteurs ont siégé à deux reprises depuis l'été. En outre, les groupes de travail relevant de ces Commissions se sont réunis périodiquement.

Urbanisme

Dans ce secteur, le Secrétariat National est chargé notamment de mettre en œuvre un programme du Parti Socialiste sur la ville qui repose sur :
- la visite des délégations du Bureau Exécutif et du Secrétariat National courant janvier 1991, sur des sites exemplaires, en province et en région parisienne ;
- l'organisation d'une manifestation extraordinaire à PARIS le 2 février 1991.

En outre, la Commission "Urbanisme" a pour objectif d'apporter dans les semaines qui viennent des éléments d'information aux Parlementaires chargés de présenter la Loi MERMAZ-MALANDAIN sur la Maîtrise Foncière.

Ecologie

Les travaux de la Commission ont été dominés par le débat au Parlement sur le Plan National pour l'Environnement le 9 octobre 1990 et la discussion du budget de ce secteur qui est une priorité de l'action du Parti.

Collectivités locales

Les travaux de cette Commission, se sont organisés en fonction du projet de Loi relatif à l'Administration Territoriale de la République "Projet JOXE", en discussion à l'Assemblée.

Un argumentaire politique a été élaboré à l'intention des militants et élus sur les dispositions essentielles du texte qui permet de franchir cette nouvelle étape de la décentralisation.

Christian PIERRET, rapporteur du texte à l'Assemblée Nationale, est intervenu sur cette qestion d'une part à l'Université d'été, organisée par la FNESR, des Conseillers Généraux Socialistes et, d'autre part, devant les Maires Socialistes et Républicains dans le cadre de l'AMF.

Par ailleurs, le Secrétaire National et ses Délégués se sont rendus dans certains départements du Nord, d'Alsace, du Sud-Est et de Bourgogne et sont intervenus notamment sur les questions d'Ecologie et de Collectivités Locales.

■ *SECRETARIAT NATIONAL AUX ETUDES*

Le Secrétariat National aux Etudes est pleinement impliqué dans l'élaboration du "Projet pour l'An 2000".

Le 17 juillet 1990, Pierre MOSCOVICI et Michel CHARZAT ont réuni l'ensemble des délégués nationaux aux Etudes ainsi que les responsables des commissions nationales, en présence des délégués nationaux au "Projet".

L'ensemble des délégués nationaux et des commissions rattachés au Secrétariat National aux Etudes seront présents dans chaque phase d'élaboration du "Projet":

Le 8 novembre 1990, Pierre MOSCOVICI a réuni l'ensemble des responsables de commissions ainsi que les Délégués Nationaux aux Etudes afin que chacun présente un bilan des travaux de son secteur et prépare la deuxième phase de l'élaboration du "Projet".

Les commissions apportent au Parti les éléments de réflexion qui lui permettent de prendre position sur les problèmes actuels et futurs de la société française.
La Commission "Justice" entame une réflexion sur l'accès des citoyens à la justice.
La Commission "Police et Sécurité" travaille, en collaboration avec la Délégation Interministèrielle à la Ville, sur la sécurité dans la ville.
La Commission "Commerce et Artisanat" a travaillé sur la place du petit commerce et de l'artisanat dans l'économie française.
La commission "Telecom" a débattu du projet de loi sur la réforme des Telecom.
La Commission "Entreprises et Gestion" a travaillé sur le projet de loi de Finances et les Entreprises.
Le 24 novembre 1990, Pierre MOSCOVICI réunit les Secrétaires Fédéraux aux Etudes qui travailleront avec les commissions nationales dans le cadre de l'élaboration du "Projet".

■ *PORTE-PAROLE / PRESSE*

Depuis le congrès de Rennes, Jean-Jack QUEYRANNE a repris les points de presse hebdomadaires du lundi matin sur l'actualité de la semaine écoulée, et les comptes-rendus des débats du Bureau exécutif tous les mercredis soir.

Désormais, le compte rendu du point de presse hebdomadaire du Parti -qui est largement diffusé

auprès des organes de presse- est distribué à tous les secteurs du Parti, et adressé à tous les Premiers secrétaires fédéraux, aux centrales syndicales, au milieu associatif et aux ambassades.
Le service de presse, à la disposition de tous les secteurs du Parti, effectue la diffusion interne de l'information -dépêches AFP, comptes-rendus, revue de presse nationale, etc. Il est également leur interlocuteur pour la rédaction des communiqués, la préparation des conférences de presse ou des différentes formes de rencontre avec des journalistes et la diffusion externe de l'information et de l'expression du Parti.

Le service de presse a contribué à l'expression du Parti Socialiste sur les différentes phases de la crise du Golfe.
Le service de presse a également organisé l'accueil des quelques soixante-dix journalistes à l'université d'été du Parti Socialiste.
Jean-Jack Queyranne a rendu compte devant la presse, au côté du Premier Secrétaire, des travaux du séminaire de Joué-lès-Tours et de ceux du Comité Directeur des 29 et 30 septembre

Réalisations nouvelles

1) Tournage du colloque "Réussir la nouvelle étape sociale" et des deux comités directeurs..

2) La réalisation des émissions "Expression directe" chaque mois à Antenne 2 et FR3 sur :
La rentrée parlementaire l'après Carpentras/immigration-intégration/la nouvelle étape sociale/le PS et la crise du Golfe/la C.S.G.

■ *SECRETARIAT NATIONAL ADJOINT AUX ORGANISMES ASSOCIES*

Depuis le congrès de Rennes, Gérard COLLOMB a :

1) mis en place définitivement la Fondation Jean-Jaurès.

- et contacté au titre de cette Fondation des organismes de formation et de recherche pour bénéficier de leur appui (CNRS, Centre d'Education Permanente de l'Université Paris 1 -Panthéon, CEGOS, etc).

- Au plan international, Gérard COLLOMB a conduit plusieurs délégations auprès des Fondations proches des "partis frères" (Friedrich-Ebert-Stiftung en Allemagne, Renner-Institut en Autriche, et la Fondation Pablo-Iglesias et Sistema en Espagne) .

- Gérard COLLOMB a représenté le Parti Socialiste en Yougoslavie, Italie, et au Chili. Il a en outre reçu des délégations étrangères venues demander l'appui et le soutien du PS dans leur action, notamment sous forme de stages de Formation sur la gestion et les finances locales(Colombie, Turquie, Hongrie, Nicaragua, Arménie, Haïti : par exemple, la Fondation a participé à l'organisation de la campagne pour les présidentielles du PAMPRA dont le leader, Serge GILLES, pourrait devenir le Premier ministre après les élections).

2) Des colloques ont été organisés, avec l'ISER :

17 juin 1990 - "réussir la nouvelle étape sociale" - sous la présidence de Pierre MAUROY, avec la présence du Premier ministre, Michel ROCARD.
16 octobre - "la jeunesse des valeurs de la gauche" - sous la présidence de Pierre MAUROY
13 novembre - "La gauche européenne et la question de l'environnement" avec la participation de plusieurs personnalités nationales et internationales.
Deux colloques sont en préparation :
13 décembre : colloque sur la politique industrielle de la France avec la participation de chefs d'entreprises.
19 janvier : commémoration du congrès de Tours à Paris en collaboration avec la Commission Histoire présidée par Louis MEXANDEAU, et avec la participation de hautes personnalités communistes.

3) Les publications

Deux numéros spéciaux du "Poing et la Rose" ont été publiés pour présenter et conclure la réflexion du colloque sur les inégalités.
- Deux numéros de la NRS ont été publiés : l'un sur le colloque sur les inégalités et l'autre consacré au bouleversement à l'Est et à l'avenir de la social-démocratie en Europe.
- Un numéro est en préparation sur le nouvel ordre mondial.

■ *SECRETARIAT NATIONAL ADJOINT CHARGES DES QUESTIONS EUROPEENNES ET DE SECURITE*

L'activité du Secrétariat a été placée sous le double signe de la crise du Golfe et des bouleversements à l'Est, conduisant à l'unité rapide des deux Etats allemands.

L'unité allemande a entrainé en réaction une relance accélérée de la construction européenne, marquée aux sommets de Dublin puis de Rome par la décision de convoquer, pour la mi-décembre, deux conférences intergouvernementales sur l'Union Economique et Monétaire et sur l'Union politique. Un intense travail de réflexion et d'élaboration a conduit à la rédaction du document "Les socialistes et l'avenir de la Communauté Européenne" qui sera présenté au BE et à la Convention.

Parallèlement, les discussions se sont amplifiées avec nos partis frères -rencontres PS-SPD, PS-Labour Party etc. et au sein de l'Union des Partis Socialistes de la Communauté Européenne (dont Gérard Fuchs est

vice-Président), conduisant à une multiplication des groupes de travail et des rencontres de leaders. Une déclaration commune sera présentée à Madrid le 10 décembre par les leaders des seize partis de l'Union.

La crise du Golfe a, de son côté, infléchi une activité et un débat essentiellement tournés en début d'année vers les conséquences de l'effondrement du Pacte de Varsovie, la définition d'un nouvel ordre de sécurité et l'évolution du désarmement en Europe. La Commission de la Défense, avec son collectif et trois groupes de travail, a mis en chantier un document partant d'une nouvelle analyse des menaces pour arriver à des propositions concernant de nouvelles structures européennes de sécurité et de défense. Dans le même temps s'engage, dans le prolongement de ce document, la réflexion concernant la loi de Programmation militaire qui sera probablement discutée fin 1991 au Parlement.
Sur le terrain de la sécurité et de la défense aussi, les contacts avec nos partenaires européens se sont amplifiés dans des cadres bilatéraux et multilatéraux tandis qu'un intense effort d'explication de la crise du Golfe en direction des militants était fourni par Gérard FUCHS et l'équipe du secrétariat.

■ *SECRETARIAT NATIONAL ADJOINT CHARGE DU PROJET*

Voir document annexe

■ *DROITS DE L'HOMME, LUTTE CONTRE LE RACISME, INTEGRATION*

Intégration

Un texte précisant l'ensemble des positions du Parti en matière d'intégration a été adopté par le Bureau Exécutif du 16 mai en vue du débat parlementaire sur l'immigration et avant la table ronde à Matignon.
Ce texte a d'abord permis une clarification de notre position sur de nombreux points essentiels (mesures en direction de l'intégration, maîtrise des flux migratoires...). Il a en outre suscité un large débat au sein de notre Parti .
Un travail de dialogue régulier en direction des associations de jeunes issus de l'immigration a été entrepris. Les événements récents de VAULX-EN-VELIN, suivis attentivement au jour le jour par notre secteur, en contact avec les élus, les responsables locaux et acteurs de terrain, nous ont confortés dans cette démarche.
Une première réunion de notre commission "Jeunes issus de l'immigration et leurs associations : Acteurs, Partenaires et Interlocuteurs" s'est tenue au siège de notre Parti. Une trentaine d'associations ont été rencontrées et nous avons participé à plusieurs de leurs initiatives. Nous suivons en outre avec beaucoup d'attention et nous soutenons toutes les initiatives prises en direction de la mise en place de Conseils municipaux associés.
Notre secteur a également participé à la commémoration du 17 octobre 1961 qui fut organisée par le Mouvement des Beurs Civiques.
En outre, les camarades italiens, intéressés par notre politique, nous ont invités à débattre à BOLOGNE, lors de la fête de "L'Unita", et à ROME où une rencontre avec la direction du P.S.I a été organisée à cette fin.

Lutte contre le racisme

Dès le 1er mai, la campagne nationale contre la racisme était engagée. Après les terribles événements de CARPENTRAS et la mobilisation à PARIS du 14 mai, le Bureau Exécutif du Parti Socialiste a décidé de lancer la seconde vague de cette campagne ciblée : l'Extrême Droite.
Notre secteur participe activement au Collectif d'Organisation contre l'Extrême Droite et le Racisme tenu au siège de la L.D.H. Un premier texte historique sur le génocide nazi y a été adopté.
Claire DUFOUR a représenté le Parti Socialiste lors de la manifestation organisée à TOURS contre le Front National.

Droits de l'homme et démocratie

En relation avec le Secteur International, nous avons réagi à de nombreux événements (massacres des Touaregs au Niger, Kossovo, Droits de l'Enfant...), mené des actions (voyage en Roumanie, message au congrès de la Fédération pour la Démocratie en Chine...), et entamé une réflexion (Est - Afrique).

Le 10 novembre 1990, les secrétaires et délégués fédéraux de notre secteur se sont réunis à PARIS pour décider ensemble de la suite de leurs actions.
Deux brochures sur le Front National sont actuellement en préparation. Dans le même temps, le bulletin n° 0 de notre secteur a été diffusé.

■ *SECRETARIAT NATIONAL ADJOINT EDUCATION ET RECHERCHE*

Depuis le Congrès de Rennes, Sylvie François a relancé le travail de réflexion des Socialistes sur l'Education et celui de la Recherche.

Du côté des fédérations

- Les responsables Fédéraux à l'Education et la Commission Nationale Education ont été réunis le 26 mai et le 13 octobre 1990.
- Réunions décentralisées de l'équipe Education à l'invitation de Fédérations.
- Informations régulières du Secrétariat National en direction des Fédérations sur les mesures gouvernementales et sur l'analyse de la situation scolaire et universitaire : communiqués, argumentaires, comptes-rendus de réunions, et aussi, lettres périodiques réalisées par le Secrétariat sur l'actualité du monde de l'éducation et le débat politique sur l'avenir du système éducatif.

La rentrée scolaire et universitaire

Le Secrétariat National à l'Education et à la Recherche a proposé aux militants socialistes une

campagne nationale sur la rentrée scolaire avec un tract et une série d'argumentaires sous forme de 9 fiches synthétiques. 6 fiches argumentaires ont également été réalisées pour la rentrée universitaire.

Les rencontres

Avec un certain nombre de syndicats et de mouvements associatifs :
-l'AFEF, les CEMEA, les CRAP, la FCPE, la FEN, la FOEVEN, les FRANCAS, la JPA, le SGEN, le SGEN-SUP, le SNES, le SNI-PEGC, le SNIEN, l'UNEF-ID ...

Les prises de position

Sylvie FRANCOIS s'est exprimée par voie de communiqué sur :
- le problème des thèses révisionnistes et en particulier à Lyon III (le 16 mai 1990),
- l'agression raciste d'une enseignante de Royan, (le 16 mai 1990),
- l'enseignement supérieur, dans le cadre des assises nationales de l'enseignement supérieur à la Sorbonne (communiqué adopté par le Bureau Exécutif du 28 juin dernier) ;
- la décision rendue par un magistrat nantais qui s'est prononcé en faveur de l'inscription d'une fillette dans un établissement privé plutôt que dans un collège public en invoquant la réputation "pas vraiment établie" du collège public(le 7 septembre 1990) ;
- la situation dans les lycées :
Le Secrétariat National a tenu, dès le début des événements, à fournir des analyses aux fédérations de la situation et des premières propositions pour répondre au malaise des lycéens et à la nécessité de rénovation des lycées.
Sylvie François a pris position à trois reprises le 24.10.90, le 26.10.90, et le 7.11.90. (communiqué adopté par le Bureau Exécutif). Elle s'est également exprimée dans "Le Monde" , le 1er novembre. 1990 dans un article intitulé "Démocratiser le lycée."
- La Commission Nationale Recherche s'est réunie le 7 avril et 2O octobre 199O.
- Des groupes de travail, sur un certain nombre de sujets relevant de l'Education ou de la Recherche fonctionnent : plusieurs analyses ont été réalisées et contribuent à la définition du Projet du Parti socialiste.

■ *SECRETARIAT NATIONAL ADJOINT CHARGE DU MJS*

La nouvelle équipe nationale issue du Congrès de Rennes sera ratifiée par un prochain conseil national, avant la fin de janvier 1991. L'équipe nationale s'est réunie à six reprises (séminaire de 3 jours à Saint-Dié-des-Vosges). Le 21 juin, elle s'est réunie en présence de Pierre Mauroy et, le 15 octobre dernier, en présence de Michel Charasse, Ministre du Budget, sur la préparation de la Loi de Finances. Six commissions se réunissent régulièrement. Elle sont ouvertes à d'autres membres que ceux de l'équipe nationale.
- La première, animée par Pierre-André Imbert, suit la préparation des différentes manifestations du MJS.
- La deuxième : "information, histoire, identité du MJS", animée par Frédéric Léveillé, a déjà bien avancé un projet de brochure de base.
- La troisième : "communication, expression interne et externe du MJS", animée par Florence Benoît-Marquié, a élaboré le projet de dépliant de présentation du MJS. Ce dépliant, diffusé lors de la Conférence Nationale d'Istres est envoyé gratuitement dans les fédérations.
- La quatrième commission "Relations extérieures, Jeunes élus, contacts avec le milieu associatif".
- La cinquième commission "révision du règlement intérieur du MJS", animée par Eric Dumas.
- La sixième commission étant la "commission internationale"

Campagne du MJS

- sur la ville
- sur l'Education (loi de programmation, emprunt)
- sur le Droit de vote des Immigrés aux élections locales
contre le Front National

Participation du MJS à l'élaboration du Projet du Parti

- Débat dans les structures de base du MJS (groupes, assemblées générales) à partir des textes de la Conférence Nationale ou d'autres textes envoyés ultérieurement.
- Envoi de contributions fédérales (ou de contributions de groupes MJS) au secrétariat national
- Auditions nationales ou régionales selon la méthode utilisée par le Parti (rencontre avec les acteurs ou les partenaires, des personnalités, des associations, des syndicats etc.)
- Conférences régionales thématiques ou générales, avec éventuellement des invités extérieurs
- Université de printemps du MJS. Elaboration du Projet du MJS
- Intégration au texte général du Projet du Parti soumis aux militants à partir de juin 1991.

■ *SECRETARIAT NATIONAL ADJOINT A L'ACTION HUMANITAIRE*

Le Secrétariat National adjoint à l'Action Humanitaire a été créé lors du congrès de Rennes. Des contacts ont été noués avec le secteur relations internationales de la FNESR et "Solidarités Internationales".
Afin de définir le cadre de son travail et ses objectifs, un projet pour les années 1990/1992 a été élaboré avec trois axes prioritaires.
- La réflexion : mise en place de groupes de travail sur le développement, la coopération, la dette...
- L'action : des interventions d'urgence accompagnées d'un développement de la coopération décentralisée.
- La formation et la coordination du travail fédéral : de véritables campagnes au sujet de l'action humanitaire ne peuvent aboutir qu'en étroite collaboration avec les fédérations.

Le Secrétariat National adjoint à l'Action Humanitaire a lancé en novembre une campagne nationale de solidarité en faveur des orphelins roumains en liaison avec la Fondation Jean-Jaurès.
En outre, Gisèle Stièvenard a rencontré Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat chargé de l'Action Humanitaire et Jacques Pelletier, Ministre de la Coopération et du développement afin d'échanger leurs points de vue sur les actions des ministères et sur la coopération qui peut être développée entre les institutions dans le domaine de l'action humanitaire.
La Secrétaire Nationale a représenté notre parti dans un certain nombre de manifestations internationales comme le congrès du Parti Socialiste Sénégalais ou le congrès du PASOK de Grèce.

■ *SECRETARIAT NATIONAL A L'AUDIO-VISUEL*

Le travail du Secrétariat National à l'Audiovisuel s'articule autour de deux grands pôles.
1) Un rôle d'interface entre le Parti et les différents professionnels de l'audiovisuel.

Le Secrétariat National à l'Audiovisuel intervient dans les rapports avec les professionnels du secteur public ou privé par l'intermédiaire du groupe des Experts Média qui se réunit chaque mois.
Avec les GSE : plusieurs réunions ont eu lieu avec les GSE d'Antenne 2. La prochaine, prévue fin novembre, réunira les différents groupes des entreprises audiovisuelles publiques .
Le Parti, par le Secrétariat National à l'Audiovisuel, contribue dans ce cas à dynamiser et à réorganiser les groupes socialistes d'entreprises qui avaient plus ou moins "éclaté" au moment des privatisations.
Les organisations syndicales : le secrétariat National à l'Audiovisuel a reçu à diverses reprises les représentants syndicaux des organismes en conflit ; la SFP a été notamment longuement entendue pendant le conflit. Une note de synthèse a été réalisée .

La presse audiovisuelle .

La Secrétaire Nationale à l'Audiovisuel reçoit régulièrement les journalistes de la presse audiovisuelle spécialisée. Le Secteur réalise régulièrement des dossiers de presse audiovisuelle spécifiques : la Cinq, la SFP, le câble.

2) Le Secrétariat National à l'Audiovisuel travaille dans un cadre de réflexion politique large sur les dossiers de l'audiovisuel français, et européen.
Réalisé à partir des auditions des différents responsables de l'audiovisuel français, le rapport Bredin en est une illustration. Ce rapport est la première étape d'une réflexion plus globale que veut avoir le Parti sur le PAF. Le second thème de préoccupation du secteur est l'attribution de la 5 au groupe Hachette, en termes de concentration.
Enfin le Secrétariat National s'intéresse au dossier câble en réunissant les divers partenaires. Un dossier est en cours de réalisation.

Le CSA : l'analyse méthodique du respect de la règle des trois tiers sur les chaînes de télévision et les radios se poursuit et nous ne manquerons d'aviser le CSA en cas de non-respect de l'équilibre.

■ *DELEGATION NATIONALE CHARGEE DE L'AGRICULTURE*

Le nouveau Collectif National de la CNA a tenu sa première réunion le 7 juin avec pour objectif primordial l'élaboration d'un NOUVEAU MODELE DE DEVELOPPEMENT.
La crise agricole de l'été 90 a précipité le mouvement.
Le Responsable National à l'Agriculture, Georges GAROT a publié dans un communiqué appelant le Gouvernement à mettre en œuvre "des mesures d'urgence" en faveur des agriculteurs, ce qui a été fait par Henri NALLET.
La première réunion de la CNA regroupant les responsables fédéraux agricoles et les responsables politiques et économiques (secteurs de l'agroalimentaire et monde rural) s'est tenue les 22 et 23 septembre en présence d'Henri Nallet et de Pierre Mauroy (130 participants), sur l'importance de la crise actuelle et l'équilibre entre monde rural et monde urbain.
A la suite de l'intervention de Georges GAROT, le Comité Directeur du 29 septembre a rédigé une résolution qui a mis l'accent sur les aides liées à la crise agricole et au travers de la PAC, sur la nécessité d'une meilleure répartition de la richesse agricole et des aides publiques afin de conserver le plus grand nombre d'agriculteurs sur l'ensemble du territoire.
Le Bureau Exécutif du 24 octobre, en présence de Jacques DELORS, a eu l'occasion de se pencher sur les enjeux agricoles de la négociation du GATT.
Dans un communiqué, le Bureau de la CNA du jeudi 8 novembre "note avec intérêt" l'accord intervenu entre les Douze à Bruxelles où Louis MERMAZ, nouveau ministre de l'Agriculture, a montré sa fermeté qui a permis de préserver l'essentiel des fondements de la PAC, notamment la préférence communautaire. Il conviendra cependant de rester vigilants dans l'ultime phase de la négociation de "l'Uruguay Round". Il est nécessaire qu'un PLAN EUROPEEN soit établi pour ouvrir des voies d'avenir à notre secteur.

■ *COMMISSION HISTOIRE DU PARTI*

1) Concernant le 70ème anniversaire du Congrès de Tours, la Commission d'Histoire a prévu deux manifestations.
- Une manifestation le 15 décembre 1990 à Tours en collaboration avec la fédération d'Indre-et-Loire : pose d'une plaque commémorative sur la salle où se sont réunis les minoritaires après la rupture, suivie

d'une conférence-débat.
- Un colloque le 19 janvier 1991 à Paris sur le thème de la reconstruction du Parti Socialiste après le Congrès de Tours.

2) D'autres manifestations sont prévues autour d'anniversaires importants du mouvement socialiste :
- pour le 120ème anniversaire de la chute de la Commune de Paris (mai 1991) ;
- pour le 20ème anniversaire du congrès d'Epinay.

3) La commission envisage la réédition de trois brochures de Léon BLUM des années 20 et 30 : "Pour être socialiste", où Léon BLUM définissait les buts de l'action socialiste et deux recueils d'articles tirés du "Populaire", "Radicalisme et Socialisme" et "Bolchévisme et Socialisme".

■ *DELEGATION NATIONALE CHARGEE DE LA CULTURE*

La Délégation était présente ces derniers mois à quelques-uns des grands rendez-vous de la Culture dans le pays dont : le "Printemps de Bourges", le 43ème Festival international du film à Cannes portant sur l'action spécifique des socialistes à l'égard de l'exploitation cinématographique dans les collectivités locales, le soutien actif au cinéma par le Ministère de la Culture et le devenir de la publicité sur les chaînes publiques de télévision ; l'université d'été de la communication 90 organisée par la Ligue de l'Enseignement et le CREPAC d'Aquitaine.
François GEINDRE, Roger TROPEANO et Jean-Marc BORDIER ont successivement participé ou organisé des rencontres et des stages de formation avec les élus : le 25 avril, lors d'une réunion du Groupe d'Action Culturelle de la FNESR, sur le thème de la "Déconcentration" ; les 29 et 30 juin, à Albi, sur le thème "Action culturelle en milieu rural" ; le 23 juillet, en Avignon, pour "Communes et Jeunes Compagnies" ;
les 24-25-26 juillet, à l'occasion des rencontres d'Avignon où ont été abordés, en formation avec les élus "Culture et/ou Education", "Les enseignements artistiques" et "Les pratiques amateurs" et, en débats publics : "L'artiste et le politique", "Les villes et leurs stratégies dans l'espace culturel européen", "L'Audiovisuel en Régions" avec la participation de Pierre MAUROY et Jean-Pierre JOSEPH.
La Délégation Culture a été représentée lors des Etats Généraux du spectacle vivant du SYNAPSS (Elbeuf 24 au 26 mai) et au Festival des Francophonies (Limoges 5 octobre).
F. GEINDRE et R. TROPEANO ont rencontré des représentants de la Bibliothèque de France, de la Fondation européenne des métiers de l'image et du son, du cinéma d'art et essai, de la Fédération Léo-Lagrange...
François GEINDRE a réuni les Fédéraux Culture, le 6 octobre, pour débattre du programme d'actions de la Délégation axé sur des rencontres avec des élus, militants et acteurs culturels en France dans des interrégionales que nous mènerons pendant les 18 mois à venir.
- Création d'une Commission Nationale Culture qui vient de se mettre au travail.

Coll. Fondation Jaurès

Supplément à "Vendredi" n°79 du 16.11.90

PROJET : *un nouvel horizon*

L' OUVERTURE D' UN GRAND DEBAT

Le comité directeur des 29 et 30 septembre 1990 a ouvert le débat qui conduira les militants socialistes à la rédaction de leur "Projet pour l'an 2000". Le comité directeur a également approuvé le calendrier de travail et transmis le texte d'introduction au débat intitulé "Pour un aggiornamento socialiste".

Une réflexion en deux étapes

Il est très important que tout le Parti s'empare de la préparation du Projet. Rappelons que celui-ci ne sera pas un programme mais une réflexion sur les grands principes et les orientations qui détermineront notre action pour les prochaines années.

• **Une première phase,** qui s'achèvera au mois de décembre, aura permis de dialoguer avec plusieurs centaines de personnalités (économistes, philosophes, artistes, syndicalistes, politologues, historiens, scientifiques...). La publication de ces différents "*regards sur la France*" interviendra d'ici à quelques mois : elle sera mise à la disposition des militants mais aussi de l'opinion.

• **La deuxième phase**, ouverte par la convention nationale des 1er et 2 décembre 1990, verra chaque fédération prendre en charge le débat. Des réunions ouvertes et décentralisées se multiplieront jusqu'au printemps 1991 et nous permettront d'aller à la "*rencontre des Français*".

Un questionnaire, une brochure, un matériel audio-visuel serviront de support à cette initiative ambitieuse.

L'alternance, la transformation de notre environnement politique, économique, technologique et social ont anémié à gauche, comme à droite d'ailleurs, la réflexion politique. A quoi sert la politique ? A quoi sert la France ? A quoi sert le PS ? Trois questions qui, aujourd'hui, doivent mobiliser nos intelligences pour qu'à l'approche de l'an 2000, la France et l'humanité puissent connaître une nouvelle Renaissance et non un moyen âge où triompheraient l'intolérance, l'insécurité, l'inégalité.

Le Parti Socialiste doit apporter la preuve qu'il est en mesure d'ouvrir et de conduire ce grand débat sur le "Projet pour l'an 2000".

Chaque militant, chaque section locale, chaque fédération doit ressentir la nécessité d'écouter, de proposer, d'impliquer. Brisons le mur du scepticisme qui entoure la politique. Traçons ensemble un nouvel horizon pour la France et pour le socialisme !

Michel CHARZAT

LE SEMINAIRE DE REFLEXION

Parti socialiste-gouvernement
18 / 19 / 20 septembre 1990 (Joué-lès-Tours)

Notre "regard sur la France", outre l'audition des acteurs et penseurs de notre temps, se devait d'être aussi l'occasion d'un débat entre la direction du Parti et le gouvernement de la France. En effet, notre but, comme celui du gouvernement, est de fixer des objectifs et de jeter un regard sur l'avenir.

Le séminaire a permis d'écouter des intellectuels français et étrangers (Adam MICHNIK, Jacques MARSEILLE et Emmanuel TODD), d'entendre la présentation de la dynamique du Projet par Michel CHARZAT et l'intervention de Michel ROCARD sur les perspectives du socialisme.

La conclusion des travaux du séminaire a été faite par Pierre MAUROY.

1ere ETAPE : *regards sur la France*

"Regards sur la France", première étape de l'élaboration de notre" Projet pour l'an 2000", sera close en décembre après la consultation de plus de 500 acteurs et penseurs de notre temps et l'audition d'une centaine de personnalités de tous les courants de la société. Ces regards sur la France seront publiés dans quelques mois pour être mis à la disposition des socialistes, mais aussi de l'opinion.

AUDITIONS REALISEES

ADLER Alexandre, *journaliste*
AGHULON Maurice, *historien*
BERQUE Jacques, *professeur au Collège de France*
BERNARD Jean, *professeur de médecine*
BIERMAN Wolfgang, *responsable des questions de sécurité du SPD*
BOYER Robert, *économiste*
BOULEZ Pierre, *musicien*
BRUCKNER Pascal, *philosophe*
CHARFI Mohamed, *ministre tunisien de l'Education*
CHAUSSEPIED Patrick, *économiste*
CHEYSSON Claude, *ancien ministre, Parlementaire européen*
DAVID Dominique, *chercheur*
DELAPIERRE Michel, *économiste*
DELORS Jacques, *président de la Commission européenne*
D'ORMESSON Jean, *écrivain, académicien*
FINKIELKRAUT Alain, *philosophe*
FOUE Monique, *économiste*
de la GORCE Paul-Marie, *journaliste*
GOGUEL François, *professeur de droit (publiciste)*
GAURON André, *économiste*
GIRARDET Raoul, *historien*
HESSEL Stéphane, *ambassadeur*
HASSNER Pierre, *universitaire*
JEANNENEY Jean-Noël, *historien*
JULLIARD Jacques, *journaliste*
KHAZNADAR Chérif, *homme de culture*
KODJO Edem, *ancien secrétaire général de l'OUA*
LACOSTE Yves, *géographe*
LECA Jean, *professeur à l'IEP*
LE PORS Anicet, *ancien ministre*
MARSEILLE Jacques, *économiste*
MARTINET Gilles, *ancien ambassadeur*
MICHNIK Adam, *animateur de Solidarité*
MISTRAL Jacques, *économiste*
PERRAULT Dominique, *architecte*
PISANI Edgar, *ancien ministre, Pdt de l'Institut du monde arabe*
POMIAN Krzysztof, *politologue*
REBERIOUX Madeleine, *historienne*
SID AMED Abdelkader, *économiste*
THOENIG Jean-Claude, *universitaire*
TODD Emmanuel, *expert à l'INED*
TOURAINE Marisol, *membre du cabinet de Michel ROCARD*
VEDEL Georges, *professeur de droit*

CALENDRIER PREVISIONNEL DES AUDITIONS

Lundi 12 novembre
RIOUX Jean-Pierre, *historien*
MASSIAH Guss, *économiste*
Mardi 13 novembre
ORLEANS André, *économiste*
MORIN Edgar, *sociologue*
BIRNBAUM Pierre, *politologue*
Mercredi 14 novembre
PERROT Michèle, *historienne*
Jeudi 15 novembre
KAHN Jean-François, *journaliste*
CARRIES François, *banquier*
SACHS Ignacy, *économiste*
Vendredi 16 novembre
Table ronde sur "les jeunes dans la ville" de MONTBRIAL Thierry, *politologue*
Lundi 19 novembre
DANIEL Jean, *journaliste*
FINKELSTEIN Janet, *politologue*
Mardi 20 novembre
CRESSON Edith, *ancien ministre*
REMOND René, *historien*
Mercredi 21 novembre
GUILLEN Pierre, *CNPF*
BREDIN Jean-Denis, *juriste*
Jeudi 22 novembre
ESAMBERT Bernard, *économiste*
TENZER Nicolas, *politologue*
KLEIN Jean, *universitaire*
Lundi 26 novembre
ROSANVALLON Pierre, *sociologue*
VON TADDEN Rudolf, *professeur en sciences humaines*
Mardi 27 novembre
FABRA Paul, *journaliste*
LINHART Danièle, *sociologue*
Mercredi 28 novembre
KESSLER Denis, *économiste*
BERGERON André, *syndicaliste*
Jeudi 29 novembre
LYON-CAEN Antoine, *juriste*
Jeudi 6 décembre
BADINTER Elisabeth, *professeur de philosophe, écrivain*
Lundi 10 décembre
ORY Pascal, *historien*
Mercredi 12 décembre
AUBRY Martine, *économiste*
Jeudi 13 décembre
MALINVAUD Edmond, *économiste*
Mercredi 19 décembre
HERITIER Pierre, *syndicaliste*

Cette liste provisoire sera complétée dans la mesure où de nombreux contacts ont été pris avec des personnalités du monde du travail, des sciences, de la culture... Gilbert DECLERCQ, syndicaliste ; Jacques SEGUELA ; Alain LIPIETZ ; Jean BOISSONNAT.... seront ainsi prochainement auditionnés.

AUDITION DE JACQUES BERQUE *

Les rapports Est-Ouest, la question islamiste et la situation au Proche-Orient

Sur le premier sujet, Jacques Berque pense que "l'on assite non à un effondrement du marxisme mais à un effondrement d'une hyperbole du communisme économiste et bureaucratique".

Quant à l'islam, il note qu'il présente la force et la faiblesse de rester sociologiquement médiéval : c'est évidemment un attrait...pour beaucoup d'Occidentaux désarçonnés par le laxisme de nos sociétés. L'islam est une religion de combat ; c'est elle qu'ont choisi des militants noirs américains.

Mais cet attrait même de l'islam est une faiblesse : on ne peut que s'offrir cela dans une société industrielle... "L'islam est donc amené à moderniser son approche".

Il faudrait créer des liens entre un islam de progrès et ce qui s'appellera un "socialisme de la différence". Evidemment, l'état pré industriel des pays islamiques favorise une version conservatrice de l'islam".

Pour Jacques Berque et pour ce qui concerne la situation au Proche-Orient, "toute politique orientale est bloquée par les Occidentaux en raison du problème palestinien, du Liban et de Chypre. La solution est connue. C'est d'ailleurs celle qui est posée par le gouvernement français... Les USA se sont discrédités dans le monde arabe. L'Europe est assez forte pour peser par elle-même".

*** professeur au Collège de France**

AUDITION DE RAOUL GIRARDET *

La citoyenneté et l'identité nationale

Raoul GIRARDET a souligné que "le problème de l'identité nationale est lié au problème de la citoyenneté et que l'apprentissage de la citoyenneté est en même temps un apprentissage national". Pour lui, "la nation est une âme, le désir de vivre ensemble. La base de l'appartenance nationale, c'est le consentement. La nation est donc fédération, volontaire et volontariste, et repose sur un pacte qui se renouvelle constamment au fil des générations, au fil des âges". Ainsi, "la nation n'est pas une réalité close, n'est pas née d'un déterminisme, mais est un plébiscite de chaque jour, constamment à faire, à refaire et à maintenir. C'est une réalité qui pose le problème de la citoyenneté. Etre Français, c'est en même temps être citoyen français et participer à la vie française".

Raoul GIRARDET a invité à se situer dans cette définition de la nation et de la citoyenneté qui s'est imposée à l'histoire française depuis la Révolution.

Rappelant que "la France a toujours été un territoire d'immigration et très peu un territoire d'émigration", il a appelé à prendre en compte l'histoire et cette réalité : "Il y a des différences de culture et l'intégration est plus ou moins facile selon que ces différences sont plus grandes". Aujourd'hui, la difficulté tient "à des oppositions culturelles que les premières vagues d'immigration ne présentaient pas".

*** historien**

AUDITION DE PASCAL BRUCKNER *

La mélancolie démocratique

Pascal Bruckner juge nos "démocraties atteintes de mélancolie" parce que le "soviétisme n'est plus une menace" et qu'une "espèce de rapprochement inéluctable se dessine depuis une trentaine d'années entre la droite et la gauche".

Nous assistons, en outre, à "une dépolitisation de la société" qui consacre "le triomphe de l'indifférence". Et "la société française reste trop profondément inégalitaire et injuste ; or, ce qui est grave, c'est que les injustices.... ne reçoivent plus de traduction politique".

"S'il y a mélancolie démocratique ou dépression post-totalitaire, c'est parce que tout reste à faire notamment en direction du tiers monde, et que nous n'avons plus l'énergie de redonner à la démocratie un nouveau projet". Or, Pascal Bruckner pense que l'on ne peut "faire de la démocratie sans idéologie". Et il conclut en soulignant que les "partis politiques doivent jouer le rôle d'instance de médiation entre les pouvoirs publics et les citoyens".

*** philosophe**

AUDITION D'ANICET LE PORS *

La crise, le modèle soviétique, l'avenir de la gauche

Anicet Le Pors a centré son audition sur l'importance de la réflexion "pour mettre de l'ordre dans nos idées". "Nous avons besoin les uns et les autres", a-t-il souligné en précisant : "Les uns, le Parti communiste qui a perdu beaucoup d'électeurs, les autres, le Parti socialiste qui - à mon avis - a perdu beaucoup de son âme".

"Nous sommes dans une situation qu'il qualifie de "crise du rationalisme" définie par "quatre ruptures" et qui bouleverse le champ culturel et intellectuel des marxistes communistes : rupture de la société idéale, du grand progrès de la société ; rupture quant à la conception que l'on pensait pourtant stable du socialisme ; rupture quant à la conception que l'on avait du parti révolutionnaire, instrument de cette transformation révolutionnaire ; et rupture de l'individu dans la société".

Enfin, Anicet Le Pors a appelé à "refonder une entente démocratique nationale" et souhaite pour y parvenir "une grande initiative politique telle que ce qu'a pu être le Front populaire ou ce que nous avons connu dans les années 60 et 70 mais dans des conditions, bien évidemment, complètement différentes de celles qui ont marqué ces époques. Pour l'instant, je crois que ce que nous avons à faire de plus efficace, c'est de discuter, de réfléchir, de ne rien dissimuler des contradictions et des conflits, mais de ne pas sous-estimer non plus les progrès qui peuvent être faits".

*** ancien ministre**

AUDITION DE STEPHANE HESSEL *

La politique étrangère de la France

Sur la politique européenne, Stéphane Hessel plaide pour deux processus parallèles : "D'une part une fédération homogène et solide à douze, d'autre part, une association plus vaste dont la CSCE pourrait être l'embryon, destinée au dialogue et à la préparation de liens plus étroits avec l'Europe centrale et orientale, mais aussi une structure similaire pour la façade Sud de la Communauté, la Méditerranée du Maroc à la Turquie". En conséquence, la politique étrangère de la France devrait comporter trois aspects : "la construction de la fédération européenne, les rapports avec les pays en voie de développement et les points chauds du globe".

En matière de développement, la France doit "européiser" une vraie politique du développement permettant de donner au monde une image de l'Europe qui ne soit pas purement un agrégat d'intérêts économiques. La France doit faire du développement un élément essentiel de l'union politique, en prônant une harmonisation et une unification des politiques de développement des Douze".

Enfin, Stéphane Hessel propose la fondation d'un Haut Conseil pour la coopération et le développement afin d'unifier notre politique de coopération et d'en évaluer ses résultats.

*** ambassadeur**

AUDITION DE PIERRE BOULEZ *

La musique française : enseignement, culture, "star-system"

Pierre Boulez regrette que "peu de choses soient faites pour l'enseignement de la musique". Qui plus est, notre enseignement musical est très centré sur Paris ; il pose là le "problème de la mobilité des enseignants français".

Il regrette que les efforts faits en faveur des arts plastiques "n'aient pas eu leur équivalent en matière musicale à une seule exception : le rock"... La musique classique est moins connue et aidée et on néglige de faire communiquer ces deux mondes. "Le rock apporterait son extraordinaire vitalité à une expression musicale plus sophistiquée qui est la musique classique. Cela aurait permis d'abattre les forteresses qui existent trop dans le monde de la musique".

Abordant la question des orchestres français, Pierre Boulez pense que "leur professionnalisme est insuffisant". Et ce, pour deux raisons : absence de direction pour le recrutement et la programmation et formation dispensée par les orchestres de qualité médiocre.

*** musicien**

2e ETAPE : à la rencontre des Français

La deuxième phase du Projet, "*A la rencontre des Français*", sera engagée par la convention nationale des 1er et 2 décembre 1990. Votre fédération et votre section pourront lancer le débat sur le Projet. A partir de là, il sera votre affaire. Aucun texte ne sera établi avant cette discussion, dans le Parti et dans le pays, qui s'achèvera en avril 1991.

Pour mener à bien ce grand débat avec les socialistes mais aussi avec les Français, trois outils sont à votre disposition :

- le questionnaire qui sera adressé à tous les militants par **Le Poing et la Rose ;**
- un guide pratique pour l'organisation des *réunions Projet* adressé aux secrétaires de section et disponible dans chaque fédération dès le 1er décembre ;
- une cassette vidéo qui aidera à placer d'emblée la discussion sur les grands enjeux du Projet et qui peut être projetée à l'occasion des réunions internes et externes. Cette cassette sera disponible dans chaque fédération dès le 1er décembre.

Les réunions Projet

Il s'agit d'aller à la rencontre des Français. La réflexion ne doit pas se limiter aux seuls adhérents du Parti.

Il est recommandé de tenir des réunions de section spécialement consacrées au Projet, au questionnaire, aux contributions à rédiger. Un animateur des réunions Projet peut être désigné pour exercer cette responsabilité.

Le texte d'ouverture au débat, établi par le secrétaire national au Projet, Michel CHARZAT, "Pour un aggiornamento socialiste : faire face aux défis de l'an 2000", a été diffusé par "PS Info" en octobre 1990. Disponible auprès de chaque fédération, il peut nous aider à lancer la discussion et à présenter le questionnaire.

Les réponses au questionnaire adressées au secrétariat national au Projet seront exploitées pour ouvrir la troisième phase du Projet qui aboutira à la discussion et au vote d'un texte à l'automne 1991.

Les rencontres Projet

Parallèlement à vos réunions Projet et à partir de janvier 1991, des "**rencontres Projet**" avec les Français, animées éventuellement par des invités extérieurs et des responsables du Parti, seront organisées dans les communes.

Il s'agira, par des initiatives démultipliées, de promouvoir une dynamique d'implication des citoyens sur l'avenir de la gauche et l'avenir du socialisme.

C'est une démarche novatrice dans la vie de notre parti et dans la vie politique française.

Sa réussite dépend de vous.

- Face à la montée de Le Pen, au vide du débat d'idées, la démarche du Projet pour "Un nouvel horizon" est une tentative de renouvellement du civisme.
- Les conclusions de ce débat seront prises en compte par le premier parti de France dans l'élaboration de son Projet. Vos idées seront entendues, vos idées compteront.
- Le Projet permettra de faire converger les propositions de chacun pour une démarche concrète de changement social.

LE PROJET ET SON EQUIPE

Secrétaire national :
Michel CHARZAT
Délégués nationaux auprès du secrétariat national :
Jean-Yves AUTEXIER (coordination)
Pierre ALLEAUME (information)
Délégués nationaux au Projet auprès du premier secrétaire :
Jean-Marie CAMBACERES, Sylvain MALLET,
Marie-Thérèse MUTIN, Marc PAILLET,
Jean-Pierre SUEUR, Bernard THAREAU,
Henri WEBER

Collaborateurs :
Michel BORDELOUP, Jean-Luc LAURENT, Geneviève MONGIN,
Isabelle MULLER

LA COMMISSION CENTRALE DU PROJET

La commission centrale du Projet autour du secrétariat national est chargée de piloter les travaux. Sa composition est la suivante (13 membres) :
Jean-Marcel BICHAT, Jean-Claude BOULARD,
Gérard COLLOMB,
Michel DEBOUT, Marcel DEBARGE, Gérard FUCHS, Max GALLO,
Jean GERMAIN, Gérard LINDEPERG, Gérard LE GALL,
Thierry MANDON, Pierre MOSCOVICI, Yvette ROUDY.
La commission est présidée par Pierre MAUROY. Michel CHARZAT, secrétaire national au Projet et Jean LE GARREC, conseiller auprès du premier secrétaire, participent aux travaux de la commission.
Les délégués nationaux auprès du premier secrétaire et du secrétaire national au Projet assistent aux réunions de la commission.